

Intérêt et limites du paradigme culturaliste pour l'étude du développement

In: Tiers-Monde. 1995, tome 36 n°144. pp. 859-875.

Citer ce document / Cite this document :

Petiteville Franck. Intérêt et limites du paradigme culturaliste pour l'étude du développement. In: Tiers-Monde. 1995, tome 36 n°144. pp. 859-875.

doi : 10.3406/tiers.1995.5005

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1995_num_36_144_5005

A PROPOS DU DÉBAT SUR LE DÉVELOPPEMENT

INTÉRÊT ET LIMITES DU PARADIGME CULTURALISTE POUR L'ÉTUDE DU DÉVELOPPEMENT

par Franck PETITEVILLE*

En matière de réflexion sur le développement des sociétés, peu d'approches sont aussi séduisantes et apparemment prometteuses que le détour par les facteurs dits « culturels ». Ayant vocation à rompre avec un économisme par trop étroit ou désincarné, l'approche culturaliste est de plus en plus souvent souhaitée par les économistes eux-mêmes, comme complément nécessaire à leur propre approche des processus de développement. Mais au-delà de la rhétorique obligée de l'Unesco sur la nécessaire prise en compte de la « dimension culturelle du développement », les auteurs qui sont allés le plus loin dans la construction d'analyses fondées sur ce que l'on peut appeler le paradigme culturaliste (Serge Latouche, Gilbert Rist et d'autres) ont abouti le plus souvent à des thèses radicalement antidéveloppementistes, fondées sur un diagnostic d'incompatibilité des cultures non occidentales avec un développement perçu comme irrévocablement occidental et destructeur. Peut-on trancher de manière aussi globalisante la dialectique cultures/développement ? Quelle est la leçon des anthropologues et des historiens dans ce domaine ? Peut-on faire l'économie d'un retour anthropologique sur la notion de « culture » ?

Sans prétendre analyser l'ensemble des rapports entre culture et développement ni revisiter une littérature aujourd'hui abondante sur la question, cet article a pour ambition de répondre à l'usage antidéveloppementiste du paradigme culturaliste et, au-delà, de contribuer à délimiter la fécondité intellectuelle de ce paradigme pour l'étude du développement.

* Docteur en science politique, attaché d'enseignement et de recherche à l'Institut d'études politiques de Grenoble.

Nous resituerons d'abord l'opportunité de la recherche sur les fondements culturels et sociétaux des processus économiques, dans le contexte intellectuel de crise de la théorie économique du développement, qui pousse nombre d'économistes contemporains, depuis le début de la décennie quatre-vingt, à invoquer les « facteurs culturels » dans les processus de développement. Nous répondrons ensuite directement aux thèses du courant antidéveloppementiste, pour explorer enfin la voie ouverte par les tenants d'une approche anthropologique démystifiée de la culture et de la dimension culturelle du développement.

LA CRISE DE LA THÉORIE ÉCONOMIQUE DU DÉVELOPPEMENT ET L'OUVERTURE DES ÉCONOMISTES AUX « FACTEURS CULTURELS »

A bien des égards, l'affirmation d'un paradigme culturaliste dans la réflexion théorique sur les processus de développement des sociétés du Sud se présente comme une approche complémentaire, et pour certains comme une démarche contraire, à la théorie économique du développement¹. Dans une large mesure en tout cas, l'essor des thèses culturalistes ces dernières années s'est nourri de la crise de la théorie économique du développement, perceptible depuis le début des années 1980². De fait, en trente ans, les sociétés du Sud ont emprunté des trajectoires diverses et sinueuses qui n'ont pas nécessairement coïncidé avec la linéarité des schémas de développement économique élaborés par les théories globalisantes et prescriptives qui ont eu cours des années 1950 aux années 1970, que ces théories soient centrées sur l'accumulation de capital, sur la modernisation industrielle, sur la rupture avec le capitalisme mondialisé ou au contraire sur l'intégration au commerce international.

Ce décalage a poussé nombre d'économistes contemporains à prendre quelque distance avec la théorie économique du développement pour sa propension à produire des « mythes développementalistes ». Michel Vernières a ainsi identifié les mythes du développement mimétique, de la primauté du capital, de la modernisation par l'industrie, du

1. Précisons d'emblée que parler de *la* théorie économique du développement ne signifie en aucune façon que l'on conçoit le corpus théorique de l'économie du développement comme homogène, et que l'on occulte — ce qu'indique d'emblée tout manuel sur le sujet — la diversité des théories, les débats et les oppositions irréductibles qui ont traversé la discipline : cf. entre autres C. P. Oman et G. Wignaraja, 1991 ; E. Assidon, 1992 ; P. Guillaumont, 1985 ; P. Hugon, 1989.

2. Cf. les diagnostics de « pauvreté », de « déclin » et de « mort » de l'économie du développement portés au début de la décennie quatre-vingt par quelques pères fondateurs de la discipline, Deepak Lal, Dudley Seers, Albert Hirschman, diagnostics qui constituent la matière d'un article de Nasser Pakdaman dans lequel il s'efforce de relativiser ces bilans critiques. Cf. N. Pakdaman, *Crise de l'économie du développement ?*, in Coquery-Vidrovitch *et al.*, 1988.

développement indépendant, de la spécialisation internationale¹. Serge Michailof s'est attaqué aux mythes de la dépendance, de l'étatisation, des projets de productivité², Jean-Paul Courthéoux aux mythes de l'investissement, du progrès technologique, des transferts Nord-Sud de capitaux³, Moïses Ikonicoff aux mythes des industries industrialisantes, des technologies appropriées, du développement par l'Etat⁴, etc.

La crise de la théorie économique du développement apparaît aujourd'hui à la lumière des biais introduits par la démarche consistant à isoler des facteurs dits économiques de facteurs « non économiques », ce qui donne *a posteriori* raison à Gunnar Myrdal — considéré aujourd'hui comme l'un des « pionniers » de l'économie du développement⁵ — lorsqu'il écrivait : « L'idée implicite de nombreuses théories sur les pays sous-développés — qu'il est permis, sur le plan méthodologique, de chercher d'abord à établir une théorie "économique" en conservant la possibilité de prendre ultérieurement en considération les "facteurs non économiques" — est erronée. (...) D'un point de vue scientifique, la seule délimitation logiquement soutenable dans la construction de nos modèles est celle qui distingue les facteurs pertinents des facteurs qui le sont moins. »⁶

Désormais, le bilan de la théorie économique du développement dressé par de nombreux économistes atteste une révision à la baisse de l'ambition théorique de l'économie dans ce domaine, et la volonté d'une approche pluridisciplinaire du développement, susceptible d'appréhender les facteurs dits « culturels ». Ainsi, pour Jacques Adda, « si quatre décennies d'économie du développement ont pu nous enseigner quelque chose, c'est certainement la modestie par rapport à une réalité extraordinairement complexe, que ne peuvent apprivoiser quelques schémas théoriques prétendument universels élaborés le plus souvent de l'extérieur des sociétés considérées »⁷. De même, pour Frédéric Teulon, « le développement est un phénomène complexe, dont on sait en fait peu de choses. L'analyse économique ne dit pas pourquoi une société change et à quels facteurs elle doit ce processus. (...) Les analyses économiques sont partielles, les hypothèses retenues fragiles, les facteurs du développement variés et variables dans le temps »⁸. Pour Jacques Pavoine encore : « Divers travaux semblent montrer que les facteurs purement

1. M. Vernières, 1991, chap. 2.

2. S. Michailof, 1987.

3. J.-P. Courthéoux, 1990.

4. In Sylvie Brunel (dir.), 1987, p. 190-199.

5. Cf. G. M. Meier, D. Seers (dir.), *Les pionniers du développement*, Economica, 1988.

6. G. Myrdal, 1978, p. 98.

7. J. Adda, M. C. Smouts, 1989, p. 261.

8. F. Teulon, 1992, p. 156-158.

matériels ou économiques ne sont pas les plus déterminants. A l'évidence, le rôle des systèmes politiques et des hommes qui les dirigent est considérable, mais la théorie économique ne peut, par nature, qu'ignorer ce type de facteurs. (...) Aussi peut-on supposer que des approches théoriques capables d'intégrer à la fois la macro-économie, la science politique et l'analyse sociologique, voire même l'ethnographie, pourraient amener à un renouvellement des théories du développement ou même à des théories du non-développement. »¹ Michel Vernières résume donc bien une opinion aujourd'hui courante dans la communauté des économistes, lorsqu'il écrit que le développement « est un processus trop complexe pour être limité à ses seuls aspects économiques. Il faut intégrer dans l'analyse d'autres éléments souvent regroupés sous le terme pratique, mais un peu vague, de culturel »².

Ainsi, la crise de la théorie économique du développement depuis le début des années 1980 a constitué un contexte favorable à l'éclosion d'analyses moins économicistes. Certes, la décennie précédente a vu également la théorie néo-classique, principale rescapée de la crise des théories du développement, occuper le vide, et proposer des thèses plus abstraites et plus universalisantes que jamais. Mais un grand nombre d'économistes du développement, qui ne se reconnaissent pas dans l'école néo-classique, ont au contraire appelé de leurs vœux une ouverture à d'autres sciences sociales, pour appréhender de plus près la fameuse « dimension culturelle du développement ». Or, le réenchâssement de l'économie dans un développement conçu de manière plus vaste comme processus culturel et sociétal a rencontré un écho favorable auprès de socio-économistes et de sociologues qui, traditionnellement, parlent du développement en termes de « dynamique sociale d'une société entrant dans un nouveau type de civilisation » (Marc Penouil)³, de « mouvement par lequel les peuples se constituent sujets historiques de leur avenir » (Yves Goussault)⁴, de « type d'accès à la modernité » (Alain Touraine)⁵, etc. Quelques publications récentes montrent ainsi que cette approche interdisciplinaire du développement se concrétise de manière croissante au début des années 1990⁶.

La recherche d'un élargissement, et pour certains d'un dépassement de la théorie économique du développement dans une perspective culturaliste s'est enfin effectuée avec le souci de tourner définitivement le dos

1. J. Pavoine, 1993, p. 200.

2. M. Vernières, 1991, p. 48.

3. M. Penouil, 1979.

4. Y. Goussault, 1987, p. 772.

5. A. Touraine, 1992.

6. Cf. C. Choquet, O. Dolfuss, E. Le Roy, M. Vernières (dir.), 1993 ; A. Guichaoua, Y. Goussault, 1993.

au piège de l'ethnocentrisme. Comme le rappelle en effet Jean-François Bare, « le développement, concept ou catégorie, renvoie inéluctablement à l'histoire des pays "développés", en l'occurrence à un phénomène historique coextensif de ce que le langage commun retient comme "la révolution industrielle"¹. De manière concomitante, les théories du développement ont souvent été accusées d'assimiler le décalage économique entre le Nord et le Sud à un simple retard condamnant les pays du Sud à une relative hétéronomie sur la voie d'un développement diachronique mais univoque. Cette vision occidentalocentrée du développement des sociétés du Tiers Monde, confortée par la vulgate rostowienne, n'aurait jamais complètement cessé de sévir dans la théorie économique du développement, si l'on en croit Frédéric Teulon pour qui celle-ci « reste prisonnière de l'idée selon laquelle les pays passent à différentes périodes par des phases de développement comparables »².

C'est alors précisément contre cette perception traditionnellement ethnocentriste et economiciste du développement que s'est construit le paradigme culturaliste, au prix, chez certains auteurs, d'une analyse devenue très « antidéveloppementiste ».

LE PARADIGME CULTURALISTE ET SES EXCÈS

L'Unesco est parvenue à instaurer un certain consensus discursif sur la prise en compte de la « dimension culturelle du développement »³. Ce consensus reste toutefois très superficiel, dans la mesure où il alimente surtout une rhétorique exprimée sur un mode essentiellement incantatoire du type : « le développement culturel n'accompagne pas le développement économique, il se situe en amont et il en est le facteur dynamique et innovateur »⁴, « c'est en effet la culture qui constitue la source et la finalité du développement, qui lui donne élan, qualité, sens et durée »⁵, « à chaque culture doit correspondre un style de développement particulier »⁶, etc. Aussi la faiblesse argumentaire de ce discours essentiellement normatif donne-t-elle lieu à des analyses critiques qui revendiquent l'héritage culturaliste de l'anthropologie, et qui dénoncent, sur le mode d'un essayisme militant, la dimension intrinsèquement

1. J.-F. Bare, *La notion de développement comme catégorie d'un système sémantique*, in Coquery-Vidrovitch *et al.*, 1988, p. 262.

2. F. Teulon, 1992, p. 172.

3. Cf. la bibliographie commentée des années 1985-1990 sur cette notion : Luce Kellermann (dir.), 1992.

4. Xavier Dupuis, 1991, p. 40.

5. J. Perez de Cuellar, *Le Monde*, du 12 décembre 1992.

6. D. Desjeux, J.-C. Sanchez-Arnaud, (dir.), 1994, p. 188.

« déculturante » du développement. Ce paradigme culturaliste est incarné entre autres par des auteurs comme Gilbert Rist¹ et surtout Serge Latouche².

Selon ces auteurs, le développement n'aurait jamais été autre chose qu'une vaste entreprise d'occidentalisation du monde, de destruction et d'aliénation des cultures du Tiers Monde (« déculturation », « décivilisation », « ethnocide »), opérée d'abord par la colonisation, avant d'être poursuivie aujourd'hui par l'extension mondiale d'un ordre marchand qui pousse à l'« uniformisation planétaire ». Le développement serait ainsi l'ultime étape d'une longue histoire de l'impérialisme culturel occidental, dans la mesure où « l'opposition développés/sous-développés a pris la suite et la place des oppositions civilisés/sauvages, chrétiens/païens, citoyens/barbares »³. Serge Latouche avance alors l'idée que le salut des sociétés du Tiers Monde se trouverait non pas dans une forme toujours plus ou moins occidentalisée de développement pseudo-endogène, mais dans un rejet radical de toute forme d'accumulation technico-économique, véritable projet de contre-société que l'auteur discerne dans la « nébuleuse informelle » des sociétés du Sud, laquelle abriterait la recréation de lien social, en marge d'un développement mimétique tenu en échec⁴.

Les thèses de ce courant de pensée culturaliste et notamment de Serge Latouche ont certainement comme premier mérite de prendre à revers un discours développementaliste qui fonctionne un peu trop souvent comme un « métalangage » messianique, ainsi que l'a fort bien écrit Claude Rivière⁵. Par ailleurs, les multiples résistances culturelles que rencontre le projet de développement dans les sociétés extra-occidentales sont dans une certaine mesure indéniables. C'est en effet en Occident que l'histoire pluriséculaire du développement a pris le plus tôt la forme de la modernité marchande, évidence qui nous renvoie à des travaux classiques : ceux de Fernand Braudel situant entre le ^{xv}^e et le

1. Cf. l'ouvrage collectif récent dirigé par Gilbert Rist, 1994.

2. Voir notamment ses trois essais et ses nombreux articles (cf. bibliographie). Pour d'autres auteurs incarnant ce courant de pensée, et auquel se réfère fréquemment Serge Latouche, voir les ouvrages de Robert Jaulin sur la notion d'ethnocide, de François Partant sur la « fin du développement », ainsi que les contributions des auteurs qui ont participé au n° 100 de la revue *Tiers Monde* « le développement en question » (oct.-déc. 1984) réalisé sous la direction de Serge Latouche.

3. In Latouche, 1986, p. 12.

4. Thèse notamment développée dans Latouche, 1991.

5. « On lira le mythe du développement comme métalangage symptomatique d'un espoir qui, par rapport aux mythes anciens, remplace les théologies et cosmogonies par une sociogonie. S'il oriente davantage vers un futur miroitant que vers un passé instituant toute légitimité, il n'en énonce pas moins, comme les mythes anciens, une discontinuité fondatrice et régénératrice : révolution, take-off (...) Occultateur de beaucoup d'inégalités, de la misère, de l'autoritarisme et de la gabegie, le mythe du développement a un aspect messianique (...). La vitamine du développement, c'est l'espoir d'un miracle », in *L'année sociologique*, n° 42, 1992, p. 28.

xviii^e siècle le moment où la « civilisation matérielle » s'oriente en Europe vers la genèse du capitalisme moderne, ceux de Karl Polanyi limitant dans le temps et l'espace de l'Europe moderne l'autonomisation du marché, ceux de Louis Dumont analysant dans la pensée européenne des xviii^e-xix^e siècles l'émergence d'une idéologie économiste, ceux de Max Weber attribuant à l'éthique protestante un rôle déterminant dans la formation du capitalisme¹. De même, sur le versant politique de la modernité, Bertrand Badie montre aujourd'hui que pour s'être épanouie d'abord en Occident, la maturation de l'Etat légal-rationnel se heurte, dans les sociétés du Tiers Monde, au poids d'allégeances communautaires et holistes qui freinent la relation de citoyenneté individualisée à l'Etat, précisément au nom d'un refus de toute sujétion à un modèle politique perçu comme importé d'Occident². Au total, cet enchâssement premier de la modernité économique et politique dans l'histoire de l'Occident pousse aujourd'hui les sociétés du Sud à revendiquer leurs propres trajectoires historiques et culturelles de développement, sans qu'elles puissent pour autant échapper à l'influence du monde occidental. Les analyses des auteurs antidéveloppementistes comme Serge Latouche présentent alors tout l'intérêt de mettre l'accent sur ces distorsions culturelles qui expliquent les difficultés de nombreuses sociétés extra-occidentales à intégrer un projet développementaliste fortement assimilé à l'Occident.

Pourtant, les thèses de ces auteurs paraissent à bien des égards trop systématiques, en premier lieu lorsqu'elles réduisent l'Occident à une « machine à exclure », « techniciste », « productiviste », « désincarnée », etc. Bien que patronné par une longue tradition intellectuelle qui, de Herbert Marcuse à Ivan Illitch, fustige les travers « aliénants » des sociétés industrielles, ce discours n'est pas toujours le plus convaincant quand il réduit et systématise, à l'exemple ici d'Edgar Morin lorsqu'il écrit que : « L'Occident s'est sous-développé moralement, intellectuellement, affectivement, dans et par son propre développement technoscientifique. »³ L'œuvre d'un Jacques Ellul montre que l'on peut critiquer la fétichisation occidentale de la technique sans verser pour autant dans une condamnation sans appel et sans nuances des sociétés industrielles⁴. Or, à bien des égards, la critique du développement que livre

1. Fernand Braudel, 1979 ; Karl Polanyi, 1983 ; Louis Dumont, 1977 ; Max Weber, 1964.

2. B. Badie, 1992.

3. E. Morin, La terre, astre errant, *Le Monde*, 14 février 1990. E. Morin développe cette thèse dans sa contribution à l'ouvrage coordonné par Candido Mendès, *Le mythe du développement*, Seuil, 1977, ou dans le chapitre intitulé Le développement de la crise du développement dans son ouvrage *Sociologie*, Fayard/Seuil, 1994 (1^{re} éd. 1984).

4. Cf. les trois essais majeurs de Jacques Ellul sur ce thème : La technique ou l'enjeu du siècle (Armand Colin, 1954), Le système technicien (Calmann-Lévy, 1977), et Le bluff technologique. (Hachette, 1988).

Serge Latouche est d'abord une critique de la modernité occidentale qui ne s'embarrasse pas de ces nuances.

En second lieu, Serge Latouche et Gilbert Rist sont tellement polarisés sur les conséquences culturelles du développement, qu'ils éludent presque totalement la misère sociale du non-développement (sauf pour imputer, de manière assez complaisante, les carences du développement à ses effets). Cette position n'est tenable qu'en accordant le primat au respect de l'altérité culturelle sur une conception humaniste à vocation universaliste du développement (que Serge Latouche récuse volontiers). Or on est en droit de ne pas s'accorder à un point de vue qui conduit à valoriser l'égalité en dignité des cultures au détriment de l'idée d'égalité en dignité des hommes. Sur ce point, il n'est d'ailleurs pas sûr que les anthropologues contemporains, dont Serge Latouche et Gilbert Rist revendiquent l'héritage culturaliste, se reconnaissent tous dans une vision qui sacrifierait les hommes au respect de l'altérité culturelle. Non sans provocation, citons ici l'anthropologue André-Marcel d'Ans qui ne craint pas d'affirmer que : « Ce qui est égal en dignité, ce ne peut-être que l'Homme. Pas sa culture, ni sa langue, qui sont des accidents dont il hérite au travers des hasards de l'histoire ! De sorte que s'il découvre en celles-ci un facteur limitant à ses aspirations, eh bien, il est clair que c'est de langue ou de culture qu'il faut changer, et pas d'aspirations. »¹

D'une manière générale, le diagnostic de lamination des cultures non occidentales par le développement, que soutient Serge Latouche, paraît pour le moins forcé. En Asie, trois décennies de développement de l'Inde ne sont pas parvenues à anéantir le système de castes. Et quand bien même il y parviendrait un jour, les « intouchables » qui, dans certaines régions de l'Inde, ont pris aujourd'hui le parti de conquérir leur liberté les armes à la main, seraient certainement les derniers à se plaindre de cette « déculturation »². En Asie toujours, mais dans l'aire d'influence confucéenne, le Japon parvenu à synthétiser « capitalisme et confucianisme »³, suivi en cela par la Corée et semble-t-il demain par la Chine, administre la preuve éclatante de l'acclimatation du développement hors de la sphère culturelle de l'Occident : dira-t-on pour autant, sans risque de nippophobie primaire, que le Japon a perdu toute culture propre ? En ce qui concerne maintenant l'Amérique latine que la plupart des latino-américanistes considèrent comme une excroissance de l'Occident (Alain Rouquié parle notamment « d'Extrême-Occident »), peut-on sans tautologisme la dépeindre comme culturellement menacée

1. André-Marcel d'Ans, Langue ou culture : l'impasse identitaire créole, in *Internationale de l'imaginaire*, nouvelle série, n° 1, *Le Métis culturel*, Maison des Cultures du Monde, 1994, p. 95.

2. Cf. La guerre des castes embrase le Bihar, *Courrier international*, n° 221, 1^{er} février 1995, p. 24.

3. M. Morishima, 1987.

d'occidentalisation par le développement¹ ? Inversement, en ce qui concerne les sociétés musulmanes, dont la combativité religieuse confine dans certains pays à l'intégrisme, dira-t-on de ces sociétés qu'elles sont en danger d'occidentalisation, ou bien plutôt d'involution identitaire ?

Reste l'Afrique. Elle est au cœur de l'argumentation de Serge Latouche et des auteurs antidéveloppementistes, qui la décrivent comme l'archétype de sociétés culturellement dépossédées de leur imaginaire cosmogonique par un Occident leur ayant imposé le désir de son propre mode de développement. Or, dans le contexte d'afro-pessimisme dominant quant aux perspectives de développement au sud du Sahara, ce diagnostic revêt un impact particulier, aussi sa réfutation mérite-t-elle qu'on s'y attarde davantage. Nous commencerons par rappeler que l'anthropologie a de longue date, notamment à travers les travaux de Georges Balandier, insisté sur la capacité d'adaptation des sociétés africaines dites traditionnelles². Dans cette filiation intellectuelle, de nombreux anthropologues et africanistes contemporains se fondent aujourd'hui sur l'idée que les influences occidentales en Afrique sont plutôt l'objet de processus de réappropriation endogène et d'hybridation culturelle. Etienne Le Roy repère ainsi l'émergence de cultures africaines syncrétiques où « les valeurs et leur usage social sont également empruntés à la tradition et à la modernité »³. Dans une plus large perspective historique, Jean-François Bayart confirme : « Aussi loin que l'on puisse remonter, le continent s'est montré désireux d'accéder à l'universel des richesses et des valeurs. L'idée de progrès ne lui était pas indifférente, et des idéologies autochtones du développement (...) vantaient les mérites du changement social, du bien-être et de l'enrichissement. »⁴ De son côté, Jean-Loup Amselle critique la position culturaliste qui consiste à étiqueter les sociétés africaines comme traditionnelles pour mieux les y enfermer : à cette raison ethnologique qu'il juge « fixiste », il oppose une « logique métisse » qui met l'accent sur un « syncrétisme originaire »⁵.

Cette position d'anthropologues et africanistes français est partagée par un nombre croissant d'intellectuels africains, qui récusent fortement la division du capital intellectuel entre l'Afrique et l'Occident, induite

1. Alain Rouquié, 1987.

2. Cf. G. Balandier, 1985.

3. E. Le Roy, *La culture commune comme réponse à la crise de l'Etat et des économies en Afrique francophone*, in G. Rist (dir.), 1994, p. 111.

4. J.-F. Bayart, 1989, p. 51. S'appuyant sur les travaux de nombreux anthropologues, J.-F. Bayart cite notamment l'étude de J. D. Y. Peel en pays yoruba sur le concept de Qlaju, qui valorisait le changement social, au point qu'il désigne encore aujourd'hui le « développement » (cf. J. D. Y. Peel, « Qlaju : a yoruba concept of development », *Journal of development studies*, 14 (2), janvier 1978, p. 139-165).

5. J.-L. Amselle, 1990.

par la philosophie de la négritude, et que résumait le célèbre adage de Senghor selon lequel « la raison est hellène mais l'émotion est nègre ». Le philosophe zaïrois P. E. A. Elungu ne craint pas d'affirmer que, pour lui, le risque d'aliénation de l'Afrique se situerait plutôt dans une nostalgie persistante de ses traditions, et qu'inversement son salut passe par l'accès à une modernité universaliste dont l'Occident n'a pas vocation à conserver le monopole : « Les sciences et l'esprit scientifique nous sont venus de l'Occident ; ils ne constituent cependant pas l'apanage de l'Occident, encore moins de l'homme occidental. (...) Nous convertir à cet esprit (...) nous paraît être la condition *sine qua non* de notre survie, par la mise sur pied des sociétés démocratiques et développées. »¹ Contre l'idée d'aliénation culturelle de l'Afrique par l'Occident, l'essayiste camerounaise Axelle Kabou est, elle, encore plus catégorique : « Appliquée à l'Afrique d'aujourd'hui, la notion d'aliénation culturelle est un mythe ayant pour fonction d'instaurer un climat de résistance à la pénétration d'idées nouvelles dans les mentalités. L'Afrique n'est pas en danger d'occidentalisation, quoi que ce mot veuille dire. »²

Ni pour l'Afrique donc, ni pour les sociétés du Sud en général, la thèse de la déculturation massive, du « déracinement planétaire »³ par importation d'un mode de développement intrinsèquement occidental ne paraît suffisamment fondée. Que dans toutes les régions du Tiers Monde, l'histoire du développement soit aléatoire et non linéaire, qu'elle soit génératrice de distorsions culturelles, de fractures et de carences sociales, personne ne le conteste. C'est même une observation classique du mouvement d'entrée des sociétés dans la modernité, que nous rappelle Jacques Austruy lorsqu'il écrit que « le développement n'est pas l'aboutissement doux et normal d'une paisible évolution, mais un phénomène de seuil brutal qui naît dans un contexte historique critique »⁴. Pour autant, présenter le développement comme unilatéralement destructeur et ethnocide est pour le moins excessif. Et notoirement contradictoire avec la thèse, également avancée avec insistance par Serge Latouche, selon laquelle le développement aurait échoué dans le Tiers Monde, parce que la greffe du modèle occidental n'aurait pas pris. Or de deux choses l'une : ou le développement réussit et il produit ses effets supposés dévastateurs sur les cultures non occidentales ; ou bien il rate, parce que la greffe ne prend pas, et alors il ne peut être tenu pour facteur de déculturation. La position subtile par laquelle Serge Latouche s'extirpe de cette contradiction en faisant valoir que l'Occident a semé

1. P. E. A. Elungu, 1987, p. 181.

2. A. Kabou, 1991, p. 94.

3. S. Latouche, 1989, p. 62.

4. J. Austruy, 1992, p. 68.

autour de lui le désir d'un développement analogue au sien, qui ne se réaliserait que sous la forme d'un darwinisme social exacerbé au détriment du plus grand nombre, n'est tenable qu'au prix d'une image inversée des sociétés industrielles, dont les processus d'exclusion sociale constitueraient la règle de fonctionnement, et les voies d'intégration sociale l'exception. Enfin, parler sans cesse du « mode de développement occidental » comme d'un facteur d'uniformisation culturelle, « véritable rouleau compresseur » et négateur de la vitalité culturelle des sociétés, est abusif même pour l'Occident : le développement a-t-il fait se ressembler totalement des sociétés comme la société française, la société américaine et la société suédoise ?

Quant à « l'alternative au développement » que représenterait, selon Serge Latouche, l'informalité proliférante des sociétés du Sud, qui serait annonciatrice de contre-sociétés idylliques parce que réinventant le lien social, on peut souligner que cette prédiction s'appuie sur une interprétation de l'autonomie du secteur informel qui est loin de faire l'unanimité. De nombreux économistes et sociologues ont en effet montré que le secteur informel présente un caractère fréquemment palliatif, involutif, et dépendant à l'égard du secteur moderne¹. Mais puisque Serge Latouche récuse la vision économiste de l'informel², on reprendra aussi à notre compte, sur un registre plus littéraire, le doute émis sur ce point par Michel Chauvin : « Quand on a vu d'anciens paysans, des enfants chercher à "survivre" en fouillant les décharges de Mexico ou de Manille, quand on sait l'emprise des milieux de la drogue sur les favelas au Brésil, on éprouve quelque pudeur à voir, dans la situation actuelle, les prémices d'une aube nouvelle. »³

D'une manière générale, l'aspect le plus intéressant des thèses de Serge Latouche réside certainement dans la continuité établie entre les effets de la colonisation occidentale et ceux du développement. Personne n'est en droit de contester les ravages opérés par les colonisations occidentales, responsables de plus d'un génocide. Et il n'est pas vain de rappeler que, sous différentes latitudes, les communautés d'autochtones qui ont survécu physiquement et culturellement à la colonisation, et qui revendiquent aujourd'hui, sous une forme ou sous une autre, la préservation de leur culture, sont condamnées à se frayer une voie difficile entre une totale marginalisation et une assimilation pure et simple à la modernité de leur société d'appartenance. Reste que le développement

1. Voir, au sein d'une littérature très importante, l'ouvrage collectif, réalisé sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch, 1991.

2. Cf. notamment les p. 112-125 de son essai, *La planète des naufragés*, 1991.

3. Michel Chauvin, 1991, p. 112. Signalons que l'auteur consacre un chapitre entier de son ouvrage (chap. 3) à la critique des thèses de Serge Latouche.

ne saurait être considéré comme la poursuite historique de la colonisation occidentale. Précisément parce que l'histoire du développement ne se confond pas exclusivement avec l'histoire de l'Occident, comme le soutient Serge Latouche¹. Si l'Europe du Nord a effectivement « décroché » par rapport au reste du monde à partir du xv^e siècle, et a profité de cet avantage technico-économique pour s'imposer à lui par la force, c'est néanmoins singulièrement schématiser et dichotomiser l'histoire du monde, que de supposer l'absence totale de ferments culturels et techniques de développement dans les aires non européennes. Les historiens nous rappellent en effet que plusieurs civilisations extra-européennes ont, au cours des siècles précédant la colonisation européenne, contribué à inventer — tout autant que l'Europe — les villes, la proto-industrie, les innovations techniques, le commerce, la monnaie, l'Etat, la fiscalité, les transports, etc. Il suffit ici de relire les ouvrages classiques de Paul Bairoch ou de Fernand Braudel². Voici en particulier ce qu'écrit ce dernier de l'essor économique de la civilisation musulmane, sous la dynastie naissante des Abbassides, à partir du milieu du viii^e siècle : « Capitalisme, le mot n'est pas tellement anachronique. D'un bout à l'autre du domaine planétaire de l'Islam, la spéculation sur les marchandises n'a pour ainsi dire plus de limites. »³ Comment ne pas déplorer alors le caractère systématique des assertions de Serge Latouche lorsqu'il écrit que « dans beaucoup (peut-être toutes) de civilisations avant le contact avec l'Occident, le concept de développement est tout à fait absent »⁴ ? La démarche de Serge Latouche le conduit ainsi, nous semble-t-il, à s'exposer lui-même aux travers occidentalocentristes qu'il dénonce, dans la mesure où, par dénégation de l'historicité propre des sociétés non occidentales, il tend vers une forme d'ethnocentrisme intellectuel qui subsume l'histoire du monde sous l'histoire de l'Occident.

POUR UNE APPROCHE ANTHROPOLOGIQUE DÉMYSTIFIÉE DE LA DIMENSION CULTURELLE DU DÉVELOPPEMENT

On peut se demander si ce débat perpétuellement réurgent sur la possibilité de concilier développement et identité culturelle ne porte pas intrinsèquement les limites de réponses qui n'apparaissent le plus souvent que sous une forme incantatoire. Selon une première évidence, c'est

1. Notamment dans *L'occidentalisation du monde*, 1989.

2. Cf. Paul Bairoch, 1985, ainsi que Fernand Braudel, 1987.

3. F. Braudel, 1987, p. 103.

4. In Catherine Coquery-Vidrovitch (dir.), 1988, p. 52.

bien en Occident que l'expérience historique du développement est allée le plus loin, au point de ne prendre couramment sens qu'en référence, implicite ou explicite, à l'histoire occidentale¹. Il est non moins évident que, sauf exceptions (Japon, Corée), la possibilité offerte aux sociétés extra-occidentales d'asseoir un mode de développement original sur leurs propres fondements culturels n'a pas eu de réponse historique achevée. Avec certainement plus de résistances culturelles en Afrique qu'en Amérique latine et en Asie, les sociétés du Sud demeurent néanmoins toutes engagées, selon des modalités et des rythmes qui leur sont propres, dans la voie de syncrétismes culturels faisant la part de l'endogénéité et de l'extranéité, de la tradition et de la modernité.

Mais une fois rappelées ces évidences, si l'on maintient l'analyse à ce niveau de généralités, celle-ci demeure largement superficielle et risque de rester prisonnière de l'alternative entre le discours normatif sur la dimension culturelle du développement (Unesco) et son inversion idéologique au nom de la dimension « déculturante » du développement (Latouche, Rist). Il faut alors accorder crédit à Ignacy Sachs d'affirmer que « les rapports entre la culture et le développement ne peuvent pas être saisis au niveau macro-économique et social au-delà de la constatation de leur existence et pertinence » et que, « pour les appréhender, il faut changer complètement d'échelle d'étude et passer au niveau micro-social »². Les études anthropologiques ciblées permettent en effet de dépasser le sempiternel débat sur la « compatibilité des cultures non occidentales avec le mode de développement économique occidental », dans des directions assez inattendues. L'anthropologue Pascal Labazee le montre par exemple pour le Burkina Faso, l'un des pays classés parmi les « moins avancés » du monde, où le réseau des anciens Dioulas apparaît comme économiquement performant, lorsqu'il investit ses capitaux dans des entreprises modernes³.

Une deuxième piste permettant de dépasser les limites du débat sur la dimension culturelle du développement serait peut-être aussi de mettre fin aux effets de réification et d'idéalisation des cultures qu'entraîne une conception essentialiste et homogénéisante de la culture, comme ensemble immuable de coutumes, traditions et valeurs d'une société, dont procède la tentation fréquente de préserver celle-ci comme une sorte de « réserve ethnographique ». L'anthropologue américain Clifford Geertz a ouvert la voie dans ce domaine en définis-

1. Pour une mise en perspective historique (et quelque peu « néo-marxiste ») du processus de développement depuis l'Occident médiéval jusqu'au Tiers Monde d'aujourd'hui, voir l'essai de Pierre Dockès et Bernard Rosier, 1988.

2. Ignacy Sachs, Christian Comélieu (dir.), 1988, p. 184.

3. Pascal Labazee, 1988.

sant la culture comme « système de signification » sur lequel se fondent la communication, les stratégies (et les rapports de force) entre les membres d'une société¹. La culture n'est plus alors ce nuage de valeurs et de coutumes qui flotte au-dessus des hommes, mais un code de fonctionnement des sociétés, producteur de sens et de relations sociales, qui évolue avec elles. En tant que système de perception du monde par les membres d'un groupe social, elle est alors en perpétuel ajustement au monde qui l'entoure : ce n'est donc pas un système statique mais dynamique, labile, évolutif. Devant composer avec les flux culturels émanant d'autres sociétés, ce n'est pas non plus un système fermé mais ouvert par la force des choses : comme l'écrit l'anthropologue Jean-Loup Amselle, « les cultures ne sont pas situées les unes à côté des autres comme des monades leibniziennes sans porte ni fenêtre : elles prennent place dans un ensemble mouvant qui est lui-même un champ structuré de relations »².

Tout cela n'exclut nullement que des cultures puissent en dominer ou en influencer d'autres, comme le rappelle par exemple l'histoire de l'extension planétaire des religions, par voie de colonisation ou non, qu'il s'agisse de l'offensive évangéliste du christianisme, de l'implantation de l'Islam en Afrique et en Asie, ou de la pénétration du bouddhisme dans la Chine classique. Mais la conclusion à en tirer est qu'il ne faut pas sous-estimer les propriétés dynamiques des sociétés³, leur capacité de résistance, de composition et de syncrétismes identitaires. Il arrive même, comme l'écrit Jean-Loup Amselle, que « certaines cultures autrefois sujettes deviennent dominantes » (est-il besoin de citer l'exemple du Japon depuis l'ère Meiji ?). L'auteur ajoute aussitôt, il est vrai, que « comme les étoiles, d'autres (cultures) naissent et disparaissent »⁴. Mais si l'on cesse de figer les sociétés dans leurs cultures, on cesse du même coup de décréter la mort physique d'une société quand sa culture traditionnelle se transforme au point de paraître se diluer. En tant que collectivités humaines, les sociétés qui portent ces cultures traditionnelles, elles, ne disparaissent pas nécessairement : non seulement elles peuvent survivre, mais elles peuvent s'adapter au changement, évoluer, et produire des systèmes de sens nouveaux qui manifestent leur vitalité comme collectivité humaine.

Le paradigme culturaliste possède donc bien une incontestable vertu heuristique, pour comprendre les relations entre les sociétés, le sens de

1. Cf. Clifford Geertz, 1973. Les conceptions de C. Geertz sont notamment reprises en France par Bertrand Badie, 1986 (chap. I), et par Patrick Lecompte et Bernard Denni, 1990 (chap. IV).

2. J.-L. Amselle, 1990, p. 55.

3. Cf. Georges Balandier, *Sens et puissance, les dynamiques sociales*, PUF, 1971.

4. J.-L. Amselle, 1990, p. 55.

leur histoire, leur trajectoire spécifique de changement social et donc de développement. Mais à condition seulement de dépasser les travers simplifiants auquel la notion de culture se prête si facilement, ce que résume Bertrand Badie en constatant que « le culturalisme peut apporter le meilleur et le pire ». Nous ne pouvons d'ailleurs que rejoindre l'auteur lorsqu'il conclut que les rapports interculturels entre les sociétés peuvent prendre « une signification toute différente dès lors qu'ils ne sont plus dominés par la dialectique de l'importation et de la résistance, de la négation de la différence et de l'exclusion. La scène internationale comme l'ensemble des sociétés qui la composent sont *de facto* multiculturelles, comme les théories de la communication sociale en avaient déjà eu l'intuition naguère. Cette multiculturalité n'a pas aboli les cultures : au contraire, elle a appelé à une dédramatisation de la différence »¹.

Aussi, au moment où de nombreux économistes du développement prennent une certaine distance à l'égard de théories économicistes et universalisantes du développement, qu'ils se démarquent du « référentiel unidimensionnel du marché » (Philippe Hugon)², et qu'ils manifestent une ouverture évidente à l'égard de recherches sur les fondements culturels et sociétaux des processus d'accumulation économique³, il serait dommage que la fécondité intellectuelle du paradigme culturaliste, dont l'anthropologie nous donne la preuve, demeure occultée par un débat verrouillé entre une rhétorique normative sur le respect de la dimension culturelle du développement, et des thèses, bien trop systématiques pour être totalement convaincantes, sur le caractère nécessairement « déculurant » du développement.

BIBLIOGRAPHIE

Adda Jacques, Smouts Marie-Claude, *La France face au Sud, le miroir brisé*, Karthala, CNRS, 1989.

Amselle Jean-Loup, *Logiques métisses, anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Payot, 1990.

D'Ans André-Marcel, Langue ou culture : l'impasse identitaire créole, in *Internationale de l'imaginaire*, nouvelle série, n° 1, *Le Métis culturel*, Maison des Cultures du Monde, 1994.

1. B. Badie, 1989, p. 315-316.

2. Cf. la critique des programmes d'ajustement structurel et de la philosophie néo-classique qui les inspire par Philippe Hugon, *Le rivage unique*, in P. Hugon, J. De Bandt (dir.), 1988.

3. Citons encore l'exemple de Philippe Hugon qui utilise, dans son petit ouvrage de synthèse, *L'économie de l'Afrique* (1993), les apports de l'anthropologie (Balandier), et de la science politique africaniste (Jean-François Bayart).

- Assidon Elsa, *Les théories économiques du développement*, La Découverte, 1992.
- Austruy Jacques, *La chenille et le papillon*, Cujas, 1992.
- Badie Bertrand, *Culture et politique*, Economica, 1986.
- Badie Bertrand, *L'Etat importé, l'occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, 1992.
- Bairoch Paul, *De Jéricho à Mexico, villes et économie dans l'histoire*, Gallimard, 1985.
- Balandier Georges, *Sociologie des Brazzavilles noires* (1^{re} éd. 1955), Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.
- Balandier Georges, *Sens et puissance, les dynamiques sociales*, PUF, 1971.
- Bayart Jean-François, *L'Etat en Afrique*, Fayard, 1989.
- Braudel Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, xv^e siècle-xviii^e siècle*, trois tomes, Armand Colin, 1979.
- Braudel Fernand, *Grammaire des civilisations*, Arthaud-Fayard, 1987 (1^{re} éd. 1963).
- Brunel Sylvie (dir.), *Tiers Mondes, controverses et réalités*, Economica, 1987.
- Chauvin Michel, *Tiers Monde : la fin des idées reçues*, Syros Alternatives, 1991.
- Choquet C., Dolfuss O., Le Roy E., Vernières M. (dir.), *Etats des savoirs sur le développement*, Karthala, 1993.
- Comeliau Christian, *Mythes et espoirs du tiers-mondisme*, L'Harmattan, 1986.
- Coquery-Vidrovitch Catherine et al., *Pour une histoire du développement*, L'Harmattan, 1988.
- Coquery-Vidrovitch Catherine (dir.), *Tiers Monde : l'informel en question*, L'Harmattan, 1991.
- Courthéoux Jean-Paul, L'Economie du développement dans les années 80 ou la fin des mythes, *Problèmes économiques*, n° 2, 169, 4 avril 1990.
- Desjeux Dominique, Sanchez-Arnaud Jean-Claude (dir.), *La culture, clé du développement*, L'Harmattan, 1994.
- Dockès Pierre, Rosier Bernard, *L'histoire ambiguë, croissance et développement en question*, PUF, 1988.
- Dumont Louis, *Homo aequalis*, Gallimard, 1977.
- Dupuis Xavier, *Culture et développement, de la reconnaissance à l'évaluation*, Unesco, 1991.
- Elungu P. E. A., *Tradition africaine et rationalité moderne*, L'Harmattan, 1987.
- Geertz Clifford, *The interpretation of cultures*, New York, Basic Books, 1973.
- Goussault Yves, Tiers Monde, développement : de la socio-économie à la sociologie, revue *Tiers Monde*, n° 112, octobre-décembre 1987, p. 772.
- Goussault Yves, Guichaoua André, *Sciences sociales et développement*, Armand Colin, 1993.
- Hirschman Albert, *L'Economie comme science morale et politique*, Gallimard, 1984.
- Guillaumont Patrick, *Economie du développement*, PUF, trois tomes, 1985.
- Hugon Philippe, *Economie du développement*, Dalloz, 1989.
- Hugon Philippe, De Bandt Jacques (dir.), *Les tiers nations en mal d'industrie*, Economica, 1988.

- Hugon Philippe, *Economie de l'Afrique*, La Découverte, 1993.
- Kabou Axelle, *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, L'Harmattan, 1991.
- Kellermann Luce (dir.), *La dimension culturelle du développement*, L'Harmattan, Unesco, 1992.
- Labazee Pascal, *Entreprises et entrepreneurs au Burkina Faso : vers une lecture anthropologique de l'entreprise africaine*, Karthala, 1988.
- Latouche Serge, *Faut-il refuser le développement ?*, PUF, 1986.
- Latouche Serge, *L'occidentalisation du monde*, La Découverte, 1989.
- Latouche Serge, *La planète des naufragés*, essai sur l'après-développement, La Découverte, 1991.
- Voir aussi les articles de Serge Latouche publiés dans la revue *Tiers Monde* (n° 97, 100, 114), la revue *Espace-Temps* (n° 36), la revue *Politique internationale* (n° 56), les *Cahiers du Gemdev* (n° 10), le *Bulletin du Mauss* (n° 1-5), ainsi que dans l'ouvrage collectif réalisé sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch, *Pour une histoire du développement*, L'Harmattan, 1988, et dans l'ouvrage coordonné par Gilbert Rist, *La culture otage du développement ?*, L'Harmattan, EADI, 1994, etc.
- Lecompte Patrick, Denni Bernard, *Sociologie du politique*, Presses Universitaires de Grenoble, 1990.
- Mendes Candido (dir.), *Le mythe du développement*, Seuil, 1977.
- Michaïlof Serge, *Les apprentis sorciers du développement*, ACCT, Economica, 1987.
- Morishima Mishio, *Capitalisme et confucianisme*, Flammarion, 1987 (trad. de *Why has Japan succeeded ?* (1982)).
- Myrdal Gunnar, *Procès de la croissance*, PUF, 1978 (trad. franç. de *Against the stream, critical essays on Economics*, Pantheon Books/Random House Inc., New York, 1972).
- Oman Charles P., Wignaraja Ganeshan, *L'évolution de la pensée économique sur le développement depuis 1945*, Centre de développement de l'OCDE, 1991.
- Pavoine Jacques, *Histoire de la science économique*, Ed. Marketing, 1993.
- Penouil Marc, *Socio-économie du développement*, Dalloz, 1979.
- Polanyi Karl, *La grande transformation*, Gallimard, 1983.
- Rist Gilbert (dir.), *La culture otage du développement ?*, L'Harmattan, EADI, 1994.
- Rivière Claude, Développement corrigé ou retraité, in *L'Année sociologique*, n° 42, 1992.
- Rouquié Alain, *Amérique latine, introduction à l'Extrême-Occident*, Seuil, 1987.
- Sachs Ignacy, Coméliau Christian (dir.), *Histoire, culture, styles de développement, Brésil et Inde*, Unesco, Cetril, L'Harmattan, 1988.
- Seers Dudley et al. (dir.), *Les pionniers du développement*, Economica, 1988.
- Teulon Frédéric, *Croissances, crises et développement*, PUF, 1992.
- Touraine Alain, Qu'est-ce que le développement ?, in *L'Année sociologique*, n° 42, 1992.
- Vernières Michel, *Economie des Tiers Mondes*, Economica, 1991.
- Weber Max, *Ethique protestante et esprit du capitalisme*, Plon, 1964.